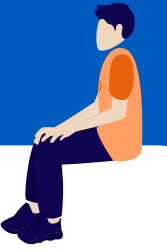


La notion de contrat administratif

Les différentes
catégories de
contrats
administratifs



LES CONTRATS ENTRE PERSONNES PUBLIQUES

Les personnes publiques peuvent en effet conclure des contrats entre elles mais attention, elles doivent respecter les conditions d'égalité de concurrence avec les autres opérateurs. CE, avis de 2000, Jean-Louis Bernard Consultants : le prix proposé par la personne publique candidate "doit correspondre à l'ensemble des prix réels et ne pas minorer grâce aux ressources et moyens attribués (à la personne publique) au titre de la mission de service public.

LES MARCHÉS PUBLICS

Tout d'abord le **contrat classique**, conclu à titre onéreux entre un acheteur public et un ou plusieurs fournisseurs. Il apparaît comme un **contrat synallagmatique classique**. Il peut concerner soit des travaux publics, soit la fourniture de produit ou de matériel, soit un service (**art. L.1111-1 du Code de la commande publique**).

Attention, il faut bien distinguer les marchés classiques et les marchés en partenariat !

Dans les marchés en partenariats, l'acheteur public confie une mission globale à un ou plusieurs opérateurs économiques, qui **comprend plusieurs aspects complexes** : études techniques et financières, construction, gestion d'un service public...

Au lieu de payer intégralement le prix de l'ouvrage au tiers partenaire lors de son achèvement, la personne publique va **verser à ce partenaire une rémunération tout au long du contrat**.

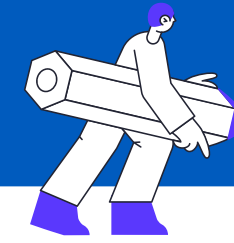
LES CONTRATS DE CONCESSION DE TRAVAUX OU DE SERVICES

Contrat où la personne publique **confie l'exécution de travaux ou la gestion** d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est **transféré un risque lié à l'exploitation** de l'ouvrage ou du service, en contrepartie la personne privée a soit le droit d'exploiter l'objet du contrat, soit le droit d'exploiter l'objet contrat + de recevoir une subvention de l'Etat (art. L.1121-1 du CCP)

L'objet du contrat peut être soit des travaux, soit un **service**. Si un contrat de concession porte à la fois sur des travaux et sur des services, il est qualifié de concession de travaux si son **objet principal** est de réaliser des travaux.



LA QUALIFICATION DE CONTRAT ADMINISTRATIF



LES CONTRATS ADMINISTRATIFS PAR DÉTERMINATION DE LA LOI

L'article 6 du Code de la commande publique dispose que s'ils sont conclus par des personnes morales de droit public, les contrats relevant du présent code sont des contrats administratifs.

Ainsi, les marchés et marchés de partenariat sont des **contrats administratifs**. Les concessions peuvent être qualifiées de contrat administratif en fonction de leurs **clauses** (présence de clauses exorbitantes de droit commun) ou de leur **objet** (ex : la délégation de service public qui en confie l'exécution).



LES CONTRATS ADMINISTRATIFS PAR APPLICATION DES CRITÈRES JURIDIQUIS

Deux conditions cumulatives :

1) Le contrat doit se rattacher à l'activité publique en raison de soit (critères alternatifs) :

- **Son contenu**. C'est le critère le plus important. Présence de clauses exorbitantes = confère des PPP à la personne privée/impose au cocontractant des obligations ou sujétions exorbitantes de droit commun et satisfait un intérêt général - TC 13 octobre 2014, Sté Axa France Lard.

Depuis l'arrêt : CE, 1912, Société des granites porphyroïdes des Vosges : un contrat conclu par une commune portant sur la fourniture de pavées pour les rues.

- Son objet. Contrat qui confie l'exécution d'un service public.

CE, 1956, Époux Bertin : contrat qui confie aux cocontractants de l'administration l'exécution même du service public chargé d'assurer le rapatriement des réfugiés).

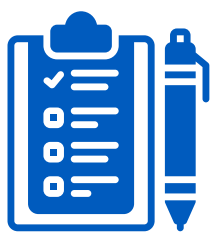
- Son contexte. **Application de règles dérogatoires de droit commun**. Il s'agit de contrat **non assimilable** aux contrats privés.

Ex : CE, 1973, Société d'exploitation de la rivière de Sant : contrat où EDF (alors établissement public) avait l'obligation de légal d'acheter l'électricité auprès de centrales de production.



Le cas des contrats conclus entre deux personnes publiques.

Il y a une **présomption d'administrativité** du contrat dans les cas comme celui-ci. Mais il se peut que le contrat ne fasse naître en réalité seulement des rapports de droit privé entre les parties ou qu'il ne contienne aucune clause exorbitante du droit commun. Ex : **CE, 2004, Syndicat intercommunal de distribution d'eau du Nord**.



LES CONTRATS ADMINISTRATIFS PAR APPLICATION DES CRITÈRES JURIDIQUÉS

2) Les trois aménagements au principe de présence d'au moins une personne publique au contrat (/!\ La présence d'au moins une personne publique au contrat (**TC, 1969, Société Interlait**)):

Le mandat explicite

Une personne publique donne explicitement mandat à une personne privée pour la représenter dans l'application d'un acte juridique. Solution admise en matière de travaux publics (**CE, 1961, Leduc**) et en matière d'exécution des SP (**CE, 1947, Artaud**).

Le mandat implicite :

Le juge utilise une méthode de **faisceau d'indices** afin de faire apparaître que la personne privée a agi, non pas pour son propre compte, mais pour celui de la personne publique elle-même.

La présence au contrat d'une personne privée transparente :

Contrats passés par des personnes privées qui sont jugées transparentes puisqu'elles se trouvent dans une **dépendance très étroite vis-à-vis de l'administration**. Le JA considère qu'un contrat passé par une telle personne doit être regardé comme passé par la personne publique elle-même (**CE, 2007 Commune de Boulogne Billancourt**).

CE 1975, Sté d'équipement de la région montpelliéraine :

Le juge a qualifié le contrat portant sur la réalisation de travaux d'équipement avec différentes entreprises de contrat administratif en notant (entre autre) que :

- Le cahier des charges de l'opération avait été établi par la personne publique
- La personne publique assurait la direction de l'opération
- La personne publique versait d'importantes subventions pour financer l'ouvrage
- L'ouvrage devait être remis à la personne publique.